

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HOWA TRAMICO

4 Route d'Authou
27800 Brionne

Références : IC250399
Code AIOT : 0010000464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2025 dans l'établissement HOWA TRAMICO implanté Beaufeuil 28210 Coulombs. L'inspection a été annoncée le 09/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOWA TRAMICO
- Beaufeuil 28210 Coulombs
- Code AIOT : 0010000464
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installée depuis 1959 sur la commune de Coulombs, la société Howa Tramico est spécialisée dans la

fabrication, la transformation, l'imprégnation, la découpe et le complexage de mousses techniques destinées aux secteurs industriels et automobiles. La société Howa Tramico dispose d'un arrêté d'autorisation du 26 octobre 2000, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 27 décembre 2004 et du 30 janvier 2023.

Suite à la fermeture du site Pullflex à Saint-Martin-le-Beau (37), la majorité de l'activité de cette entreprise a été transférée début 2025 vers la société Howa Tramico. D'après l'exploitant, ce transfert d'activité ne modifie pas la situation administrative et technique actuelle de l'établissement en termes de fonctionnement, de capacité de production et de maîtrise des risques.

Par le développement de projets innovants, la société Howa Tramico envisage à l'avenir de doubler ses capacités de production.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/10/2000, article 1.6.9	Demande d'action corrective	2 mois
3	Contrôle périodique des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.6	Demande d'action corrective	2 mois
4	Système d'extinction automatique incendie	Arrêté Préfectoral du 13/06/2025, article 2.3.22	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Dispositif de traitement des rejets aqueux	AP Complémentaire du 30/01/2023, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
8	Registre MCP	Code de l'environnement du 13/06/2025, article R. 515-114-I et II	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositif de protection	Arrêté Préfectoral du 26/10/2000, article 1.6.14	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	contre la foudre		
6	Contrôle périodique des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 5.9	Sans objet
7	VLE rejets aqueux	AP Complémentaire du 30/01/2023, article 3	Sans objet
9	VLE : rejets atmosphériques chaudières	Arrêté Préfectoral du 26/10/2000, article 2.9.14	Sans objet
10	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

Cette visite d'inspection s'inscrit notamment dans le cadre d'une action nationale visant à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW. A cette occasion, l'inspection des installations classées a informé l'exploitant que de nouvelles valeurs limites d'émissions, issues de la Directive européenne 2015/2193 du 25 novembre 2015, sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2025 pour les installations existantes de puissance supérieure à 5 MW.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2000, article 1.6.9
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera contrôlée annuellement par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : <i>Rappel du constat du 19/02/2021 (NC1) : L'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</i> <i>(R1) : Le compte-rendu Q18 indique que l'exploitant n'a toujours pas autorisé la société DEKRA à réaliser une coupure électrique totale.</i>

Constat du 13/06/2025 : écart constaté, les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état.

D'après le rapport n°088067792401R001 de la société DEKRA du 25/09/2024, les installations électriques de l'établissement ont été vérifiées du 11 au 17/09/2024 et celles-ci présentent 26 non conformités. L'exploitant précise que des actions correctives ont été mises en œuvre, et qu'au jour de la visite, il resterait 13 non-conformités à résoudre.

L'exploitant mentionne par ailleurs que :

- l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion comme en atteste l'attestation Q18 du 25/09/2024 ;
- le rapport de contrôle par thermographie infrarouge du 03/02/2025 n'a pas relevé d'observations ;
- le prochain contrôle périodique de l'installation électrique aura lieu en août prochain et qu'à cette occasion une coupure générale électrique est prévue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Dispositif de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2000, article 1.6.14

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C17.100, adaptée le cas échéant, au type de système de protection mis en place [...].

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place [...].

Constats :

Constat du 13/05/2025 : pas d'écart constaté, les installations de protection contre la foudre ont été vérifiées.

L'exploitant mentionne que de nombreuses non-conformités ont été relevées lors de la dernière vérification des installations de protection contre la foudre du 01/12/2022. Pour lever ces écarts, l'exploitant précise que des travaux de dépose des dispositifs de capture (paratonnerres) et des

conducteurs de descentes des bâtiments référencés sous les n°100-130, 30-70 et 10 ont été réalisés le 27/03/2025 par l'entreprise ADEE. A l'appui de ses propos, l'exploitant a présenté le dossier des ouvrages exécutés du 14/04/2025.

Suite à ces travaux une nouvelle vérification des installations de protection contre la foudre a eu lieu le 22/04/2025 (rapport de contrôle n°17048792/1.2.1.R de Bureau Veritas en date du 23/04/2025).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle périodique des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.6

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique des moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Constat du 13/06/2025 : écart constaté, les robinets incendie armés (RIA) du site ne sont pas tous opérationnels.

D'après les documents consultés par l'inspection des installations classées, les moyens de lutte contre l'incendie ont fait l'objet de contrôles périodiques :

- extincteurs (au nombre de 154) : absence de non-conformités sur le rapport d'Eurofeu du 05/07/2024,
- poteaux incendie internes au site (au nombre de 4) : le rapport d'Eurofeu du 05/08/2024 mentionne un bon état et un bon fonctionnement de ces hydrants. L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant d'effectuer un test de débit en fonctionnement simultané des poteaux incendie lors du prochain contrôle périodique.
- système de désenfumage : RAS (rapport Eurofeu du 13/08/2024),
- RIA (au nombre de 25) : le rapport d'Eurofeu mentionne que 3 RIA sont à remplacer. L'exploitant mentionne qu'il prévoit le remplacement progressif de ces appareils au regard de leur prix élevé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Système d'extinction automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2025, article 2.3.22
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique incendie
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte, conformes aux normes en vigueur comportent : - [...] ; - une installation d'extinction automatique à eau pulvérisée lorsque les conditions d'entreposage présentent des risques particuliers liés à la nature des produits entreposés, au mode de stockage, etc... Si la hauteur d'entreposage dépasse 8 m l'installation d'extinction automatique comporte des réseaux intermédiaires. Toutefois, en raison des caractéristiques des produits stockés, l'eau est remplacée par d'autres agents extincteurs adaptés, tels que mousse, CO2, halons, etc... sous la responsabilité de l'exploitant.
Constats : <i>Rappel du constat du 19/02/2021 (NC2) : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les seuils de détection de température des têtes de sprinklage sont adaptés en cas de déclenchement d'un incendie.</i> Constat du 13/06/2025 : écart constaté, l'exploitant n'est pas en mesure d'apporter des éléments permettant de répondre au constat du 19/02/2021 (la non-conformité susvisée est donc maintenue en l'état). L'exploitant précise néanmoins qu'une étude trentenaire de l'installation d'extinction automatique est actuellement en cours. En fonction des résultats et des recommandations de cette étude, l'exploitant sera en capacité de justifier des seuils de détection de température des têtes de sprinklage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Dispositif de traitement des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/01/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de traitement des rejets aqueux
Prescription contrôlée :

<p>[...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 13/06/2025 : écart constaté, le site n'est pas équipé d'un séparateur d'hydrocarbures ou tout autre dispositif d'effet équivalent.</p> <p>L'exploitant mentionne que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables sont directement rejetées vers le milieu naturel sans pré-traitement. L'exploitant précise que l'installation d'un séparateur d'hydrocarbures est prévue pour 2025/2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Contrôle périodique des rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 5.9</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Contrôle périodique des rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 doit être effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 13/06/2025: pas d'écart constaté, respect de la fréquence des mesures de concentrations des différents polluants visés à l'article 5.5 de l'arrêté ministériel susvisé. L'exploitant mentionne que les rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont contrôlés tous les 2 ans comme en atteste les rapports d'analyses 2021 et 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : VLE rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/01/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets aqueux
Prescription contrôlée : [...] Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• pH compris entre 5,5 et 8,5 ;• la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;• l'effluent ne dégage aucune odeur ;• teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;• teneur en hydrocarbure inférieure à 10 mg/l ;• teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg ;• teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBOS) inférieure à 100 mg/l [...].
Constats : Constat du 13/06/2025 : pas d'écart constaté, respect des valeurs limites d'émission des rejets aqueux. Selon le rapport d'analyse des rejets aqueux de Bureau Veritas (référence 12429054/4/3/1), il est mentionné que : <ul style="list-style-type: none">- des prélèvements instantanés ont été réalisés le 28/11/2023 au niveau de 2 points de rejets (EP1 situé côté parking et EP2 au niveau du magasin),- l'ensemble des paramètres susvisés a été analysé,- les concentrations mesurées sont conformes par rapport aux valeurs limites d'émission fixées par la prescription susvisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/06/2025, article R. 515-114-I et II
Thème(s) : Actions nationales 2025, Registre MCP
Prescription contrôlée : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20

décembre 2018 ;

- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;

- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;

- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement.

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW [...]

Constats :

Constat du 13/06/2025 : écart constaté, absence de déclaration des installations de combustion sur le registre MCP (moyenne installation de combustion).

D'après l'exploitant, les installations de combustion exploitées sur le site ont une puissance thermique nominale totale de 5,2 MW correspondant à la dernière mise à jour du tableau de classement notifiée par l'exploitant en 2016 à l'inspection des installations classées et faisant l'objet de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/01/2023 :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime
2910-A2	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...]	<u>Chaudières alimentées au gaz naturel de ville :</u> - chaudière UB : 2,003 MW - chaudière Isotex : 1,15 MW - installation de combustion composée de 12 brûleurs intégrée dans le four de séchage de ligne d'imprégnation : 1,2 MW <u>Moteurs thermiques alimentés au fioul domestique :</u>	5,2 MW	Déclaration avec contrôle périodique

		<u>domestique :</u> - g r o u p e électrogène : 0,31 MW - g r o u p e motopompe sprinkler : 0,22 MW - g r o u p e motopompe sprinkler : 0,25 MW		
--	--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

Lors de la visite des locaux de chaufferie, l'inspection des installations classées constate effectivement la présence des installations de combustion suivantes :

- 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel qui ont été respectivement mises en service en 2020 (Marque Viessman, modèle TX3A, puissance nominale respective : 0,78 MW). Ces chaudières sont chacune associées à des brûleurs gaz de 1,1 MW (marque Weishaupt, modèle WM-G10/4-A) mis en service en 2020. Ces installations représentent une puissance thermique nominale totale de 3,76 MW (2*0,78 MW + 2*1,1 MW).
- 1 chaudière process fonctionnant au gaz naturel mise en service en 2012 (Marque Babcock, modèle S TPC 850LN-1000LNE, puissance nominale respective : 1,163 MW). Cette chaudière est associée à un brûleur gaz (Marque Riello) d'une puissance maximale de 1,6 MW.
- Four teinture fonctionnant au gaz naturel associé à 12 brûleurs gaz.
- Four Isotex.

S'agissant des fours, l'inspection des installations classées n'a pas été en mesure de distinguer les plaques d'identification de ces équipements.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de refaire un point sur les caractéristiques de ses installations de combustion. Conformément aux dispositions du II de l'article R. 515-114 du Code de l'environnement, l'exploitant doit transmettre les données de ses installations de combustion selon les modalités de recueil de données décrites dans l'arrêté du 02/01/2019 avant le 31/12/2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai les données de ses installations de combustion et de transmettre à l'inspection des installations classées le numéro affecté à sa télédéclaration prouvant la bonne réalisation de cette transmission.

Le recueil de ces données est à faire sur le site "démarches simplifiées" via le lien suivant : <https://demarches-simplifiees.fr/commencer/installations-de-combustion-moyennes-mcp-recueil-d>

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : VLE : rejets atmosphériques chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2000, article 2.9.14			
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE : rejets atmosphériques chaudières			
Prescription contrôlée :			
Les valeurs limites fixées au présent article concernent les appareils de combustion destinés à la production d'énergie sous chaudières [...].			
Type de combustible	Oxydes de soufre en équivalent SO ₂	Oxydes d'azote en équivalent NO ₂	Poussières
Gaz naturel	35	150	5

Constats :

Rappel du constat du 19/02/2021 (NC3) : Le contrôle des rejets atmosphériques présente des anomalies et ne couvre ni l'ensemble des points de rejets ni l'ensemble des paramètres.

Il convient au préalable de préciser que les mesures de rejets ayant eu lieu en 2024, le contrôle du respect des valeurs limites d'émission (VLE) applicables au jour du contrôle sont celles qui correspondent à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/10/2000 susvisé.

Constat du 13/06/2025 : pas d'écart constaté, les valeurs limites d'émission atmosphérique des chaudières sont conformes à la prescription susvisée.
D'après le rapport de Bureau Veritas en date du 09/01/2025 (référence 12429054/1.2.2.R) portant sur les émissions rejetées dans l'air par les 3 chaudières fonctionnant au gaz naturel, les concentrations en dioxyde de soufre (SO₂), dioxyde d'azote (NO₂) et poussières qui ont été mesurées le 15/11/2024 sont en deçà des valeurs limites d'émission susmentionnées.

L'inspection des installations classées signale à l'exploitant que la prochaine campagne de mesures des émissions atmosphériques devra éventuellement tenir compte des nouvelles valeurs limites d'émission. En effet, dans le cadre de la Directive européenne 2015/2193 du 25/11/2015 relative aux moyennes installations de combustion, de nouvelles VLE sont entrées en vigueur au 01/01/2025 pour les installations existantes (mise en service avant le 20/12/2018) de puissance thermique nominale totale comprise entre 1 et 50 MW.

Type de suites proposées : Sans suite**N° 10 : Livret de chaufferie**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Livret de chaufferie
Prescription contrôlée :

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie. En outre, la tenue du livret de chaufferie est réalisée conformément à l'annexe de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.

Constats :

Constat du 13/06/2025 : pas d'écart constaté.

L'exploitant dispose de deux livrets de chaufferie (l'un pour les deux chaudières "chauffage" et l'autre pour la chaudière "process") sur lesquels ont été notamment reportés les derniers résultats de contrôles réalisés par la société Dalkia le 30/04/2025.

Type de suites proposées : Sans suite